
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 21/3 (1994)

DOI: 10.11588/fr.1994.3.59125

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Politische Säuberung in Europa. Die Abrechnung mit Faschismus und Kollaboration nach dem Zweiten Weltkrieg, hg. von Klaus-Dietmar HENKE und Hans WOLLER, München (dtv) 1991, 395 p.

Les éditeurs de ce recueil envisageaient depuis longtemps déjà de regrouper autour du thème l'épuration en Europe, des spécialistes de cette difficile et toujours délicate problématique. L'occasion leur fut offerte par Wolfgang J. Mommsen qui réserva un «créneau» à ce thème lors de la 38^e Journée des historiens qui se tint à Bochum, le 27 septembre 1990. Cet ouvrage comprend les communications qui y furent présentées, ainsi que quatre autres textes originaux; c'est ainsi que sont traitées d'une part les zones d'occupation d'Allemagne et d'Autriche et d'autre part, la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Norvège, la Hongrie et la Croatie.

L'énoncé de ces pays évoque déjà les différences considérables qui caractérisent l'approche, et le traitement de l'épuration car pour la Hongrie et la Croatie, le partage de Yalta exerce déjà à plein son influence. En effet, aux problèmes intrinsèques inhérents à l'épuration s'ajoutent très tôt les syndromes du stalinisme, avec tous ses excès, visant tout autant à châtier traîtres et collaborateurs qu'à éliminer – physiquement – les représentants des couches sociales pouvant s'opposer au communisme. L'exemple de la Hongrie est à cet égard caractéristique et rejoint celui de la zone soviétique d'occupation de l'Allemagne où les Soviétiques, aidés des membres survivants du KPD et de leurs zéloteurs, s'acharnèrent peut-être moins à punir les nazis les plus notoires qu'à mettre en place les structures et l'encadrement du nouveau régime.

Toutefois, cette épuration fut rude et dans le cas de la Hongrie, où était installée depuis longtemps une population de souche allemande, où le régime politique favorisa le fascisme, elle cristallisa des rancœurs et des haines tenaces que la situation chaotique des premiers mois qui suivirent le retrait des forces allemandes rendit d'autant plus sévère.

L'étude de E. VÖEKE sur la situation qui s'instaura en Croatie, devenu Etat indépendant en avril 1941, avec dominante des Ustasa dont le rôle et l'action s'apparentèrent à ceux des SS et des groupes d'intervention, est en tous points intéressante comme exemplification de ce qu'a pu devenir une épuration dans les Balkans. Serbes, Juifs, Communistes, opposants de toutes couleurs payèrent à tour de rôle un lourd tribut et, si l'on ne peut citer de chiffres parfaitement fiables, ce qui témoigne, dans un certain sens, des lacunes qu'accuse l'état de la recherche dans ce domaine, les quelque 118000 Serbes expulsés de la Serbie, les 60 à 80000 morts dans les camps de Jasenovac et Djakoya, entre autres, restent encore ancrés dans la mémoire collective: la guerre qui a lieu au moment où ces lignes furent écrites en Yougoslavie y trouve aussi certaines de ses sources. Au fur et à mesure de la prise du pouvoir par les partisans de Tito, les représailles commencèrent et s'étalèrent jusqu'en 1949 couvrant toutes sortes de motivations, donnant lieu à tous les excès, même si Tito exigea dès les 24–25 mai 1945 la cessation des «exécutions irresponsables». Par l'élimination la plus sauvage, indifférenciée, il fut sans doute difficile de redonner vie à la Yougoslavie.

Traiter de la dénazification dans l'ancien III^e Reich est peut-être aussi délicat aujourd'hui qu'il l'a été en 1945–1946 et il n'est guère possible, dans le cadre de la communication de Klaus-Dietmar HENKE, de faire autre chose que d'évoquer, presque en filigrane, le degré de pénétration du nazisme dans la société allemande. Cet aspect est ici capital. Car pour les Alliés, pour les Américains notamment, l'objectif de l'après-guerre serait d'éradiquer toute trace de l'idéologie national-socialiste des mentalités. La recherche des criminels de guerre, si elle représentait une tâche première, devait s'accompagner d'une «rééducation». Comme dans tout processus de ce genre, mais qui prenait des dimensions à l'échelle d'un vaste pays, les étapes initiales furent relativement efficaces mais l'épuration conduisit très vite à une sorte d'asphyxie de la vie courante, ce qui revenait à bloquer le retour à la normale. Que la justice allemande se soit vue confier la charge de poursuivre la dénazification n'eut initialement aucun effet significatif car chaque zone d'occupation était régie par d'autres règlements, et soutenue par des vues morales et politiques différentes. Dès 1947–1948, et au milieu des années 50, les dizaines de milliers de fonctionnaires accusés de nazisme qui avaient été révoqués retrouvaient

leur place dans la société et une réintégration atteignant de forts pourcentages montre que l'épuration de l'Allemagne, en fonction des principes moraux qui inspirèrent les Alliés, était impossible: que ce processus ait provoqué dans l'opinion publique de la jeune démocratie allemande des remous et déclenché des scandales n'est pas un simple épiphénomène, que le sociologue ou l'historien peuvent négliger.

Encore une fois, la réunification de l'Allemagne peut parfois rappeler l'ambiance de l'époque mais il faut ajouter que contrairement à ce qui s'est passé dans les pays occupés par les forces du III^e Reich, il y eut pas – ou très peu – de règlements de compte personnels et de »liquidations«. L'épuration a-t-elle été réussie? Mais sur quels critères peut-on en juger? La question reste ouverte, avec tous les vieux démons qui relèvent une tête au sommeil léger.

L'un des points que l'on reproche encore, sinon plus, aux mouvements de résistance de teinture communiste, en France en particulier, c'est l'épuration sauvage ce qui conduit certains à penser que l'histoire de la résistance est à réécrire. Pourtant, si bien des choses resteront à jamais obscures, on est loin des chiffres avancés et des légendes qui ont été colportées. Ainsi, la guerre à peine terminée, les milieux collaborationnistes lancèrent une campagne visant à dénoncer les violences et les injustices dont ils prétendirent être victimes et il faut lire avec attention la contribution de Henry ROUSSO qui, fort justement, propose avec intelligence l'arrière plan politique sans lequel l'on ne peut comprendre ce qui poussa des éléments de la population à toutes les facettes de la collaboration avec l'occupant. Car l'épuration, de ses phases initiales anarchiques, à ses formes légales guère plus tardives d'ailleurs, n'a pu revêtir ses divers aspects qu'en fonction de l'évolution de la guerre, avec toutes ses conséquences. Ce que ROUSSO a dénommé le »syndrome de Vichy« englobe dans une certaine mesure toute l'accumulation des sentiments générés par cette période que l'historien, d'ailleurs ne peut qu'imparfaitement appréhender.

Dans un domaine qui ne peut manquer d'être entaché de parti-pris, l'accession à certains fonds d'archives – pour autant qu'ils existent – contribuera à éclaircir bien des points toujours discutés et ceci explique les lacunes de la recherche, bien mises en lumière par les auteurs ayant contribué à cet ouvrage. Cet état de choses montre à l'évidence combien l'histoire de la guerre en tant que phénomène global, représente un champ de recherche infini, et exige de plus en plus une approche multidisciplinaire.

Marcel SPIVAK, Paris

René RÉMOND, Jean-Pierre AZÉMA, François BÉDARIDA, Gérard CHOLVY, Bernard COMTE, Jean DUJARDIN, Jean-Dominique DURAND, Yves-Marie HILAIRE, Touvier et l'église. Rapport de la Commission historique instituée par le cardinal Decourtray, Paris (Fayard) 1992, 418 S.

Im Frühjahr 1989 wurde in Nizza Paul Touvier verhaftet. 45 Jahre hatte er sich der Anklage und Verurteilung durch ein französisches Gericht entzogen. Während des Krieges war er Chef der berüchtigten Miliz in Lyon gewesen und hatte den deutschen Gestapo-Schergen zugearbeitet. Anders als die Richter von Klaus Barbie, die den »Schlächter von Lyon« für seine Untaten zu lebenslanger Haft verurteilten, verzichtete 1992 die zuständige Pariser Kammer zunächst auf eine Anklageerhebung gegen den inzwischen 77jährigen Touvier – eine Entscheidung, die in der französischen Öffentlichkeit heftige Reaktionen auslöste. Letztlich ging es bei dem Fall, der zur Affäre geworden war, um die historische Verortung des Vichy-Regimes.

Die Sache hatte aber noch einen anderen wesentlichen Aspekt. Unabhängig von ihrer juristischen und publizistischen Behandlung beauftragte der Lyoner Kardinal Albert Decourtray den Nestor der französischen Zeitgeschichtsforschung mit einer Untersuchung der Rolle der Kirche, deren Vertreter Touvier während seiner jahrzehntelangen Flucht immer wieder